

**Heinz Bierbaum, président de la gauche européenne, président suppléant de Peter-Imandt
Gesellschaft / Rosa Luxemburg Stiftung Saar**

Déclaration : l'exigence d'un nouveau modèle de coopération industrielle.

La décision du groupe Daimler de céder son site de Hambach est un grave coup porté à toute une région. Ce groupe annonçait déjà une délocalisation de la production smart en Chine en Avril 2019. Cela témoigne d'un modèle de gestion qui sacrifie les salariés et la population pour le seul intérêt des actionnaires. Nous refusons cette logique destructrice.

La nature du groupe décideur, la localisation du site, comme la forte résonance de ce projet industrielle inaugurée en grande pompe par Helmut Kohl et Jacques Chirac en 1997 donnent à ce séisme social une dimension franco-allemande et européenne. Ce site est un atout industriel moderne et financé largement par des contributions publiques, et ce depuis sa création. Cela suppose, à minima, le statut d'une propriété partagée publique privée!

Les forces progressistes politiques, associatives et syndicales, les femmes et les hommes de gauche et écologistes ne peuvent rester sans réagir devant une telle situation. Nous témoignons d'abord de notre pleine solidarité aux salariées et salariés mobilisés pour défendre leur outil de travail. **Nous appelons les gouvernements respectifs à empêcher la vente du site.**

Dans un contexte de grave crise sociale, économique et politique, La décision du groupe Daimler porte non seulement un grave préjudice aux salariés et à la population concernée mais aussi aux relations franco-allemandes et à l'Europe. Les délocalisations de productions, la mise en concurrence des salariés au-delà d'une frontière contribuent au rejet de la politique, de l'Europe et favorisent la montée des idées nationalistes. Elles contribuent également à l'appauvrissement des populations et à la régression sociale.

L'avenir de l'automobile en Europe est une question stratégique. Il suppose des réponses nouvelles qui associent les exigences sociales et écologiques. Cela passe par la remise en cause des exigences des seules actionnaires. A l'échelle de l'Europe, des nouvelles coopérations sont nécessaires et des nouveaux modes de gestion qui associent les puissances publiques et les représentants des salariés aux décisions stratégiques. Il faut sortir des logiques de gestion financière pour affronter les défis nouveaux. La mobilisation des ressources au service d'une véhicule plus propre et plus économe (moteur thermique ou électrique) doit s'accompagner d'une relocalisation des productions et d'une réduction du temps de travail (32 h/semaine, retraite à 60 ans.)

La crise du coronavirus a mis en évidence la fragilité du modèle de développement économique actuelle et l'urgence de sortir des politiques néo-libérales. Les partis et organisations signataires et les citoyens appellent les gouvernement français et allemand et les instances européennes à imposer à Daimler l'arrêt du processus de vente.

Les instances politiques des Etats et de l'Europe doivent s'imposer dans le jeu des grands groupes de l'automobile pour réorienter leurs stratégies afin d'imposer la prise en compte des exigences sociales et écologiques à l'échelle du continent et le dépassement de la libre concurrence.

Nous voulons une Europe qui favorise la coopération et qui fasse reculer la concurrence néfaste aux salariés comme au progrès social.